

ENQUÊTE La communauté kurde fait bloc après l'assassinat de trois militantes du PKK. Un crime politique en plein Paris. La crim et l'antiterrorisme recherchent les commanditaires

À qui profite le triple assassinat ?

STÉPHANE JOAHNY
ET MARIE-CHRISTINE TABET

« Ce crime est un crime contre la paix », « Nous sommes tous des PKK » ! Venus de toute l'Europe, ils étaient hier plus de 15.000 à crier leur colère après l'assassinat de trois militantes kurdes mercredi à Paris. Les manifestants, des groupes organisés mais aussi des familles et beaucoup de jeunes issus de l'immigration, se sont retrouvés vers 12 heures gare de l'Est, à quelques centaines de mètres seulement du lieu du triple homicide.

L'appartement de la rue La Fayette, où les cadavres ont été découverts, servait de bureau au Centre d'information kurde, la vitrine légale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, ont été abattues de plusieurs balles dans la tête. Une exécution sommaire, digne d'un roman noir, qui intervient à un moment clé : l'ouverture de négociations entre le pouvoir turc et le PKK d'Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (lire ci-dessous). Le parquet de Paris, qui travaille avec Eurojust, l'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne, a saisi les policiers de la section antiterroriste (SAT), de la brigade criminelle et la sous-direction antiterroriste (SDAT) qui se demandent aujourd'hui : « À qui profite le triple assassinat de la rue La Fayette ? »

Recherche de traces ADN

Une dizaine de douilles correspondant à du calibre 7.65 ont été retrouvées sur place. Il faudra patienter avant de connaître la nature exacte de l'arme utilisée et le nombre de tireurs, priorité ayant été donnée à la recherche de traces ADN.



Plus de 15.000 personnes, venues de toute l'Europe, ont défilé hier dans Paris pour dénoncer l'assassinat de Fidan Dogan, Leyla Söylemez et Sakine Cansiz. Les trois militantes kurdes ont été retrouvées mortes dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan jeudi matin. BRIC DESSONS/JDD

La piste crapuleuse a rapidement été écartée – ni le local ni les sacs à main des victimes n'ont été fouillés – au profit d'un mobile politique. Une piste qui ne désigne pas pour autant les commanditaires...

Parmi les trois victimes, un nom retient l'attention : Sakine Cansiz est une figure historique du PKK. Comme Abdullah Öcalan, elle appartenait aux membres fondateurs du PKK en 1978. Son poster, crinière rousse, veste de treillis, et regard clair acéré, décore les chambres de millions de jeunes Kurdes depuis le début des années 1980. Âgée de 55 ans, la « guerrière », a purgé douze années dans les geôles turques. Réfu-

giée politique en France, elle vivait en réalité depuis de nombreuses années en Allemagne. De passage à Paris pour renouveler ses papiers, elle s'était rendue à la préfecture en début de semaine. Comme à chaque séjour, elle avait été hébergée chez des amis. « On se battait pour l'accueillir », explique Berivan, employée du Centre culturel kurde. Elle s'appretait à regagner l'Allemagne. Tuer Cansiz, c'est atteindre Öcalan et sa politique.

L'ombre des Loups gris

Si l'implication d'Ankara paraît fort improbable à l'heure des pourparlers de paix, l'ombre d'organi-

sations comme les Loups gris, groupuscule d'extrême droite turc, ennemi déclaré du PKK, ou comme les réseaux « militarono-nationalistes » que les Turcs appellent « l'État profond » planent inévitablement sur la tuerie de la rue La Fayette. L'extrême droite turque s'est déjà mobilisée en France notamment lors des manifestations condamnant la volonté de la France de reconnaître le génocide arménien... L'ordre de tuer est-il venu d'ailleurs ? Deux pays frontaliers de la Turquie sont déjà montrés du doigt : l'Iran des mollahs et la Syrie de Bachar El-Assad. Ces régimes ont déjà prouvé dans le passé leur capacité

à conduire de telles opérations. Ils auraient intérêt à torpiller le processus de paix pour nuire à leur voisin turc tout en embarrassant l'ennemi français...

Fidan Dogan, 32 ans, avait également un rôle central dans l'organisation. Elle incarnait le visage de la nouvelle génération du PKK. Le parti, inscrit sur la liste des organisations terroristes par l'Europe, est interdit. Une raison suffisante pour la France de lui refuser la nationalité française alors qu'elle a grandi près de Strasbourg. Officiellement, elle était donc la porte-parole en France du KNK, le parlement des Kurdes en exil. Ses parents, des Kurdes

traditionnels, n'étaient pas des activistes. Comme beaucoup de jeunes de sa génération, l'adolescente avait découvert « le combat de son peuple » au travers d'associations culturelles avant de devenir la « diplomate » de l'organisation. « C'était une jeune femme extrêmement sympathique, raconte une de ses amies. Tous les députés français la connaissent, elle organisait fréquemment des conférences à l'Assemblée. » La jeune femme voyageait énormément à travers l'Europe, à Bruxelles, en Allemagne, mais aussi en Espagne.

L'argent du PKK

Pour les enquêteurs, la piste de règlements de comptes internes au PKK n'est pas à négliger. Existe-t-il au sein du PKK une faction opposée au processus de paix ? Pour ce policier spécialisé, « il est tout à fait possible que les éléments les plus "mafieux" de l'organisation, qui tire une partie de ses revenus directement ou indirectement du trafic d'héroïne en Europe, aient tout à perdre dans une normalisation des relations "kurdo-turques". » L'argent du PKK, et notamment le « racket » de la communauté, est d'ailleurs au centre de plusieurs procédures judiciaires en France dont une a conduit récemment à la saisie d'un bien immobilier à Paris estimé à 2 millions d'euros...

Leyla Söylemez, la benjamine, vivait, elle, en Allemagne. Étudiante, elle était « en stage » à Paris pour un mois, pour se former aux techniques de communication auprès de Fidan Dogan. « Je pense, soupire Berivan, employée du Centre culturel, que « la petite » comme nous la surnommons s'est trouvée là au mauvais moment »... ●

Abdullah Öcalan, le chef emprisonné



Sakine Cansiz, une des trois Kurdes assassinées, et Abdullah Öcalan en 1995. AFP/ILIAS NEWS AGENCY

C'est avec le chef historique du PKK, emprisonné depuis 1999, que négocie Ankara

ISTANBUL (TURQUIE)
CORRESPONDANCE
GUILLAUME PÉRIER

C'est du fond de sa cellule, rivé à son poste de radio, qu'Abdullah Öcalan a écouté les analyses des médias turcs après le triple assassinat de trois de ses militantes. Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la tête de cette guérilla marxiste-léniniste qu'il a fondée en 1978, a perdu mercredi l'une de ses « camarades » historiques en la

personne de Sakine Cansiz. Elle était l'une des principales têtes de pont du réseau en Europe. Les deux autres victimes, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, étaient des militantes moins chevronnées mais tout aussi fidèles au « guide » kurde.

Le chef des renseignements lui rend visite en prison

Emprisonné depuis 1999 sur l'île-pénitencier d'Imrali, en mer de Marmara, isolé, coupé de ses militants et même de ses avocats qui n'ont pas été autorisés à lui rendre visite depuis seize mois, Abdullah Öcalan n'en a pas moins

gardé la haute main sur le PKK. Chef autoritaire qui n'a jamais hésité à procéder à des purges et à faire assassiner des dissidents, « Apo » (son diminutif, qui signifie aussi oncle) reste incontournable dans la perspective d'une paix avec l'État turc. Après trente années de guerre, près de 45.000 morts et 1 million de déplacés, c'est avec lui que négocie aujourd'hui Ankara. Le chef des services de renseignements Hakan Fidan s'est rendu dans sa cellule pour négocier la reddition des milliers de rebelles kurdes qui affrontent l'armée turque dans les montagnes du Sud-Est.

En début de semaine, la presse turque annonçait qu'une feuille de route avait été acceptée par les deux parties, soulevant des espoirs dans les deux camps. Mais le triple meurtre de Paris a confirmé que la paix avait encore de sérieux adversaires. Reste à savoir s'il aura totalement tué dans l'œuf les négociations. Une délégation de parlementaires kurdes doit se rendre à Imrali, peut-être dès aujourd'hui, pour y recueillir les instructions d'Abdullah Öcalan. De la réussite de cette mission dépend l'avenir des relations entre la Turquie et les Kurdes. ●